

Brochure n° 3261

Convention collective nationale

**IDCC : 1611. – ENTREPRISES DE LOGISTIQUE
DE COMMUNICATION ÉCRITE DIRECTE**

**AVENANT N° 3 DU 17 DÉCEMBRE 2015
À L'ACCORD DU 9 NOVEMBRE 2006
RELATIF AUX GARANTIES COLLECTIVES ET OBLIGATOIRES
D'INCAPACITÉ ET D'INVALIDITÉ**

NOR : ASET1650085M

IDCC : 1611

PRÉAMBULE

Depuis la conclusion de l'accord du 9 novembre 2006 instituant des garanties collectives obligatoires d'incapacité et d'invalidité au sein des entreprises de logistique de communication écrite directe, il a été constaté des évolutions législatives ayant des incidences sur les dispositifs de prévoyance.

En effet, l'article 1^{er} de la loi du 14 juin 2013 crée l'article L. 911-8 du code de la sécurité sociale qui instaure l'obligation pour tous les employeurs de maintenir à leurs anciens salariés, sous certaines conditions, les couvertures collectives de prévoyance dont ils bénéficiaient avant la cessation de leur contrat de travail.

En conséquence, afin de garantir la pérennité du régime tout en préservant les objectifs fondateurs de mutualisation et de solidarité, le comité paritaire de gestion a proposé de réviser les termes de l'accord du 9 novembre 2006 précité de la manière suivante :

Article 1^{er}

Le présent avenant a pour objets :

- de réviser le montant des cotisations afin notamment de garantir le financement du maintien des garanties prévoyance assuré par un système de mutualisation. La cotisation des actifs (employeur et salariés) devant contribuer à pérenniser le dispositif et à financer la portabilité ;
- de modifier les prestations en cas d'incapacité et d'invalidité totale ou partielle.

Article 1.1

Modification de l'article 2.2 relatif au taux des cotisations

« 2.2. Taux de cotisations

Les salariés et les entreprises acquittent une cotisation égale à :

A compter du 1^{er} janvier 2016

(En pourcentage.)

| | CADRE | | NON-CADRE | |
|------------|-------|------|-----------|------|
| | TA | TB | TA | TB |
| Incapacité | 0,50 | 1,33 | 0,74 | 0,74 |
| Invalidité | 0,40 | 0,95 | 0,43 | 0,43 |
| Total | 0,90 | 2,28 | 1,17 | 1,17 |

A compter du 1^{er} janvier 2017

(En pourcentage.)

| | CADRE | | NON-CADRE | |
|------------|-------|------|-----------|------|
| | TA | TB | TA | TB |
| Incapacité | 0,53 | 1,41 | 0,78 | 0,78 |
| Invalidité | 0,42 | 1,01 | 0,46 | 0,46 |
| Total | 0,95 | 2,42 | 1,24 | 1,24 |

Article 1.2

Modification de l'article 3.2.1 relatif à la garantie invalidité totale ou partielle

« 3.2.1. Garantie

Le salarié reconnu en situation d'invalidité de 1^{re}, 2^e ou 3^e catégorie et indemnisé par la sécurité sociale conformément à l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale bénéficie d'une rente complémentaire brute égale à :

- 1^{re} catégorie : 70 % du salaire net, déduction faite des rentes d'invalidité brutes versées par la sécurité sociale ;
- 2^e catégorie : 87 % du salaire net, déduction faite des rentes d'invalidité brutes versées par la sécurité sociale ;
- 3^e catégorie : 91 % du salaire net, déduction faite des rentes d'invalidité brutes versées par la sécurité sociale.

Dans tous les cas, le cumul des prestations perçues par le salarié ne pourra excéder le salaire net qu'il aurait perçu s'il avait été en activité. »

Article 2

Durée. – Date d'effet. – Dépôt

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée. Il entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2016.

En outre, les organisations signataires demandent l'extension du présent accord auprès du ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Le présent avenant sera déposé en deux exemplaires (une version sur support papier signée des parties et une version sur support électronique) auprès des services centraux du ministre chargé du travail, dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail. En outre, un exemplaire sera établi pour chaque partie.

Fait à Paris, le 17 décembre 2015.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

SNCD logistique.

Syndicats de salariés :

F3C CFDT ;

FPT CFTC ;

SNPEP CGT-FO ;

FILPAC CGT.